



4

Examen de la situation financière et des résultats en 2021

4.1	CADRE D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS	196	4.5	INFORMATIONS DIVERSES	213
4.1.1	Principes et méthodes comptables	196	4.5.1	Transactions avec les parties liées	213
4.1.2	Périmètre de consolidation	196	4.5.2	Principaux risques et contrôle interne	213
4.2	CONTEXTE DE MARCHÉ EN 2021	196	4.6	ÉVÉNEMENTS RÉCENTS ET PERSPECTIVES	214
4.2.1	Environnement macroéconomique et financier	196	4.6.1	Acquisition de Lyxor	214
4.2.2	Le marché de la gestion d'actifs	197	4.6.2	Développement réussi d'Amundi Technology	214
4.3	ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS D'AMUNDI EN 2021	201	4.6.3	Dépassement des objectifs ESG 2018-2021 et annonce de nouveaux objectifs ESG 2025	215
4.3.1	Une activité soutenue	201	4.6.4	Projet de cotation en bourse de SBI Funds Management	215
4.3.2	Un résultat net record en 2021	204	4.6.5	Covid-19	215
4.3.3	Indicateurs alternatifs de performance (IAP)	206	4.6.6	Crise Russie / Ukraine	215
4.3.4	Politique de dividende	207	4.6.7	Nomination d'un Directeur général Délégué	215
4.4	BILAN ET STRUCTURE FINANCIÈRE	208	4.7	ANALYSE DES RÉSULTATS D'AMUNDI (SOCIÉTÉ MÈRE)	216
4.4.1	Bilan consolidé d'Amundi	208	4.8	INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS (SOCIÉTÉ MÈRE)	217
4.4.2	Éléments hors bilan	210			
4.4.3	Structure financière	211			

4.1 CADRE D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS

4.1.1 Principes et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables et leurs évolutions sont décrits dans la note 1 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2021.

4.1.2 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation ainsi que ses évolutions sont décrits dans la note 9.3 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2021. Le principal fait marquant est l'acquisition le 31 décembre 2021 de Lyxor auprès de Société Générale.

4.2 CONTEXTE DE MARCHÉ EN 2021

4.2.1 Environnement macroéconomique et financier

L'économie mondiale a fortement rebondi en 2021 après le très important choc de 2020. Les progrès de la vaccination ont permis une normalisation graduelle de l'activité, quoiqu'à des rythmes très variables suivant les pays, et non sans épisodes temporaires de nouvelles restrictions au fil des vagues successives de la Covid-19. L'effet cumulé du rétablissement de la demande et d'une offre perturbée a porté, presque partout, l'inflation à des niveaux très élevés. En fin d'année, les grandes banques centrales des économies avancées ont annoncé un allègement progressif de leurs mesures de soutien, celles des économies émergentes ayant déjà durci leurs politiques monétaires. Sur les marchés obligataires, les rendements ont nettement augmenté. Sur les marchés d'actions, les performances des indices des pays développés ont été très bonnes, alors que celles des pays émergents ont été beaucoup plus mitigées.

États-Unis

L'économie américaine a connu en 2021 une très forte reprise, qui a toutefois suivi une trajectoire irrégulière. Après un très bon premier semestre, l'activité a ralenti à la fin du troisième trimestre en raison d'une forte augmentation des cas de Covid-19. Cependant, une ré-accélération a eu lieu au quatrième trimestre, au cours duquel les chiffres mensuels et les enquêtes de conjoncture ont fait état d'une demande très dynamique. L'année a également été marquée par d'importantes difficultés d'approvisionnement en produits intermédiaires, du fait des perturbations et goulets d'étranglement dans les chaînes industrielles mondiales, générant des tensions sur les prix. De plus des effets de base, la flambée des prix de l'énergie et la très forte demande ont également contribué à

porter l'inflation à un niveau très élevé au second semestre. Le marché du travail a continué de se redresser, tandis que le climat des affaires est resté porteur. La Réserve fédérale, après avoir maintenu une attitude très accommodante durant l'essentiel de l'année, a annoncé lors de ses deux derniers Comités de politique monétaire une réduction progressive de ses achats d'actifs.

Zone euro

L'évolution de l'épidémie de Covid-19 a continué d'exercer un effet déterminant sur la conjoncture en 2021. Au 1^{er} trimestre, l'activité a été sévèrement affectée par les importantes restrictions visant à freiner la circulation du virus. Toutefois, à partir du 2^e trimestre, les progrès des campagnes de vaccination ont rendu possible la réouverture de nombreux secteurs, entraînant un redressement très net du climat économique jusqu'à l'automne. De plus, les premiers versements du fonds de relance européen NGEU sont venus apporter un soutien supplémentaire. Cependant, l'activité a ralenti de nouveau en fin d'année en raison de la remontée des cas de Covid-19 et des incertitudes liées au variant Omicron. Les perturbations des chaînes industrielles mondiales, la forte hausse des prix de l'énergie, des effets de base et la forte demande générée par la réouverture de l'économie ont généré une très forte hausse de l'inflation dans l'ensemble de la zone euro. Le marché du travail s'est amélioré malgré l'allègement des dispositifs de soutien. La BCE a maintenu une attitude très accommodante, apportant un important soutien aux économies des États membres, dont les gouvernements ont également continué d'intervenir *via* d'importantes mesures budgétaires au niveau national.

Émergents

Les économies émergentes ont connu une année 2021 très mouvementée. La croissance a fortement rebondi au fur et à mesure des progrès des campagnes de vaccination, alors que la mobilité des personnes s'est normalisée après l'irruption du variant Delta plus tôt dans l'année. Les gouvernements ont multiplié les mesures de soutien, l'amélioration de la conjoncture dans les économies avancées générant également des retombées positives. L'inflation a fortement accéléré au second semestre (souvent au-delà des cibles des banques centrales, notamment en Amérique latine et en Europe de l'Est) du fait d'une demande domestique robuste et des perturbations des chaînes mondiales d'approvisionnement, une situation générant d'importants déséquilibres offre-demande. Les banques centrales n'ont pas eu d'autre choix que d'augmenter rapidement leurs taux directeurs, contrairement à leurs homologues des pays avancés. Du point de vue régional, la Chine a donné la priorité à des objectifs davantage structurels que conjoncturels, durcissant sa réglementation de plusieurs secteurs afin d'augmenter la part des travailleurs dans le partage du revenu national et de contenir la hausse des inégalités sociales. En Amérique latine, le balancier politique s'est orienté nettement vers les forces politiques de gauche suite aux résultats des élections au Chili et au Pérou, et aux sondages réalisés au Brésil et en Colombie. Enfin, la tendance économique a été moins volatile dans les pays de l'ASEAN, marquée par un rebond plus faible, moins d'inflation et moins d'action de la part des banques centrales que dans les autres régions.

Taux

L'année 2021 a été marquée par une forte hausse des taux souverains. Le taux allemand à 10 ans a clôturé 2021 à - 0,18 % soit une hausse annuelle de 40 pb. Le US à 10 ans a augmenté de 60pb pour atteindre 1,5 %. Les investisseurs, puis les banquiers centraux, ont fortement revu à la hausse leurs anticipations de hausse des taux face aux pressions inflationnistes et à la forte reprise de l'activité économique. Les améliorations sur le front de l'emploi ont été notables, en particulier aux États-Unis. Ce changement de ton des banquiers centraux a été marqué au quatrième trimestre :

- la Fed a annoncé la fin de ses achats nets d'actifs en mars 2022, ce qui devrait permettre une première hausse dès le deuxième trimestre. Les membres du FOMC envisagent désormais trois hausses en 2022, trois hausses en 2023 et deux hausses en 2024 ;

4.2.2 Le marché de la gestion d'actifs ⁽¹⁾

L'année 2021 a été marquée par le retour des investisseurs sur les produits moyen et long-terme qui ont enregistré leur meilleure collecte historique (+ 2,5 trillions d'euros) à la faveur de marchés boursiers bien orientés et de perspectives de sortie de crises économique et sanitaire.

La collecte a été dirigée principalement vers les produits obligataires et actions, qui ont représenté chacun un tiers de

- la BCE a annoncé une réduction massive de ses achats courants mensuels de 90 à 20 milliards d'euros en octobre 2022. Dans le même temps, la BCE a gardé un filet de sécurité : les titres acquis dans le cadre de son programme d'urgence (PEPP) arrivant à échéance peuvent être réinvestis si nécessaire dans différentes classes d'actifs et juridictions.

Actions

Très belle année pour les indices actions avec un MSCI ACWI en hausse de + 19,1 %, mais notons une divergence marquée entre les marchés développés (+ 22,5 %) et les marchés émergents (- 2,3 %), notamment la Chine (- 22,7 %) et le Brésil (- 18 %). Ces derniers auront souffert de la hausse du dollar, des annonces d'un moindre soutien de l'économie chinoise dès le premier trimestre et du durcissement réglementaire sans précédent en Chine. Autrement, l'année 2021 aura été marquée par un très fort rebond des profits dans le monde développé (+ 52 %) ainsi qu'un fort soutien des politiques fiscales et monétaires dans un contexte sanitaire incertain. L'accélération de l'inflation et sa persistance, liée essentiellement aux goulets d'étranglement dans la chaîne de production, aura finalement conduit les banques centrales, et notamment la Fed, à durcir le ton en fin d'année après l'avoir suggéré dès le mois de juin. Ce ton plus dur juste au moment où le variant Omicron conduisait à de nouvelles réductions de mobilité à travers le monde a fait trébucher les marchés qui ont quand même fini proches de leurs plus hauts annuels. Régionalement, les États-Unis (+ 25,2 %) et l'Europe (+ 19,9 %) sont en tête. En Europe, certains marchés font même mieux que les États-Unis, à savoir les Pays-Bas (+ 35,4 %), la Suède (+ 31,5 %) et la France (+ 26,7 %). Le Royaume-Uni (+ 15 %), le Japon (+ 11,4 %) et le Pacific hors Japon (+ 5,3 %) auront quant à eux été décevants. En Europe, cette année de reprise économique aura davantage profité aux valeurs cycliques (+ 22,3 %) qu'aux défensives (+ 15,9 %) et la baisse des taux réels aura bénéficié aux valeurs de croissance (+ 24,4 %) plutôt qu'aux valeurs Value (+ 15,3 %). Ainsi, les semi-conducteurs (+ 67,7 %) et le luxe (+ 31,3 %) auront été les grands gagnants alors que les Utilities (+ 4,1 %) et l'immobilier (+ 4,1 %) auront été à la peine.

la collecte mondiale globale. Les supports d'investissement ont toutefois été différenciés selon les zones géographiques : les investisseurs américains ont privilégié les produits de taux alors que les clients asiatiques et européens ont très majoritairement choisi les offres actions et diversifiées. Par ailleurs, les investisseurs américains et asiatiques ont également accru leurs avoirs en fonds monétaires dans l'attente de remplacement (+ 506 milliards d'euros).

(1) Sources : Amundi et Broadridge Financial Solutions - FundFile & ETFGI / Fonds ouverts (hors mandats et fonds dédiés) à fin novembre 2021. La collecte des produits multi-distribués (cross-border) a été réaffectée en totalité en Europe.

Les fonds investis dans les émetteurs obligataires chinois, dont la base d'investisseurs s'est étendue aux clients Européens ont dominé la collecte de moyen et long terme. Ceci dans un contexte de découplage des expertises Chinoises (actions et obligations) avec les gestions émergentes globales à la faveur d'une part de leur intégration dans les principaux indices de marché et d'autre part en raison d'indicateurs de sortie de crise favorables ayant soutenu leur rendement. Malgré un ralentissement au second semestre, les fonds investis en dettes d'émetteurs américains pour les investisseurs domestiques ont constitué le 2^e moteur de collecte. La 3^e expertise la plus collectrice a été la gestion actions internationales (en Europe et Asie principalement).

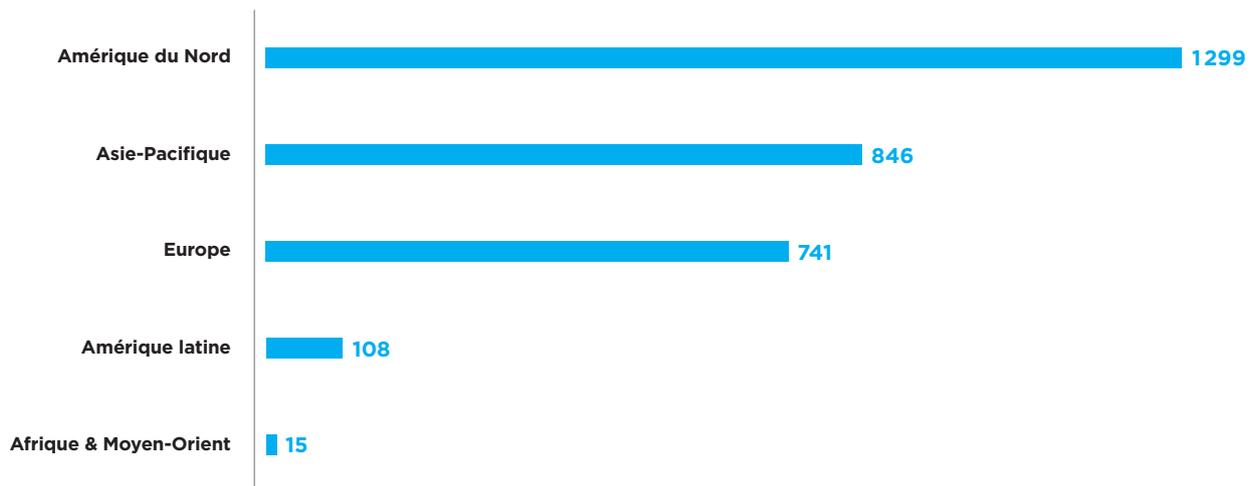
Les investissements responsables et durables (ESG) ont poursuivi leur forte croissance avec plus de 6 000 milliards d'euros d'encours. La mise en application en Europe de la Directive SFDR ainsi que la pénétration grandissante des gestions ESG au sein de toutes les expertises de gestion et types de clients ont été les principaux moteurs de croissance.

La dynamique de collecte des offres ESG, déjà très forte les années précédentes, a atteint un niveau record avec plus de 700 milliards d'euros de flux moyen et long-terme (28 % des flux monde), en particulier sur les thématiques liées à l'environnement.

La gestion passive a attiré plus de 1 trillion d'euros de souscriptions nettes avec le plus haut niveau de collecte historique pour les gestions actions passives sous l'impulsion des fonds ouverts cotés (ETFs). Le marché des ETFs a atteint son niveau le plus élevé depuis sa création avec des encours de 10 trillions de dollars américains (+ 29 % en 1 an) soutenus par une collecte de plus de 1 trillion de dollars américains. La gestion passive dans sa globalité (y compris fonds indiciels traditionnels) a rencontré une demande forte partout dans le monde, en particulier aux États-Unis qui a concentré les deux tiers de la collecte (+ 694 milliards d'euros). Les flux ont également été importants en Europe (+ 232 milliards d'euros) et en Asie (+ 159 milliards d'euros).

Collectes 2021 par zone géographique dans le monde

(en milliards d'euros)



4.2.2.1 Marché européen

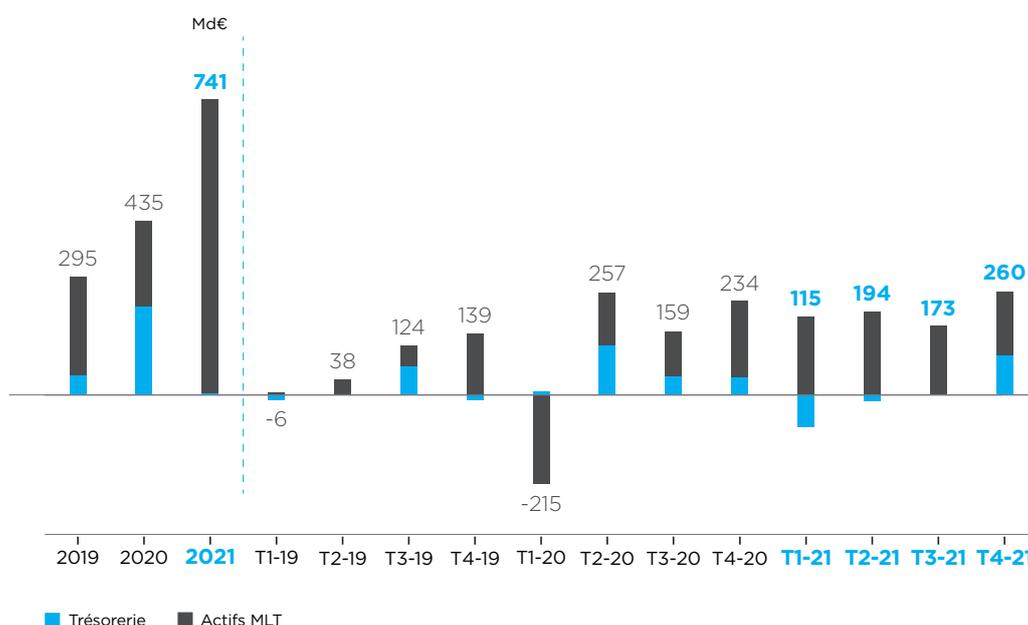
Bénéficiant d'une appréciation des marchés spectaculaire et d'une collecte de près de 750 milliards d'euros, les encours de fonds domiciliés en Europe ont atteint leur plus haut historique à 15 trillions d'euros, en hausse de 18 % sur un an.

L'année a été marquée par la dynamique importante et régulière des produits moyen et long terme qui ont constitué la quasi-totalité des souscriptions nettes (+ 737 milliards d'euros, plus de trois fois supérieure à la collecte de 2020), bénéficiant à l'ensemble des classes d'actifs, malgré un ralentissement au dernier trimestre en raison du contexte inflationniste et du développement du variant Omicron.

Les produits actions ont été les principaux bénéficiaires de la collecte en Europe, atteignant un record historique. Les flux ont principalement été orientés vers les fonds thématiques environnementaux (climat, écologie, énergies propres) et les actions internationales.

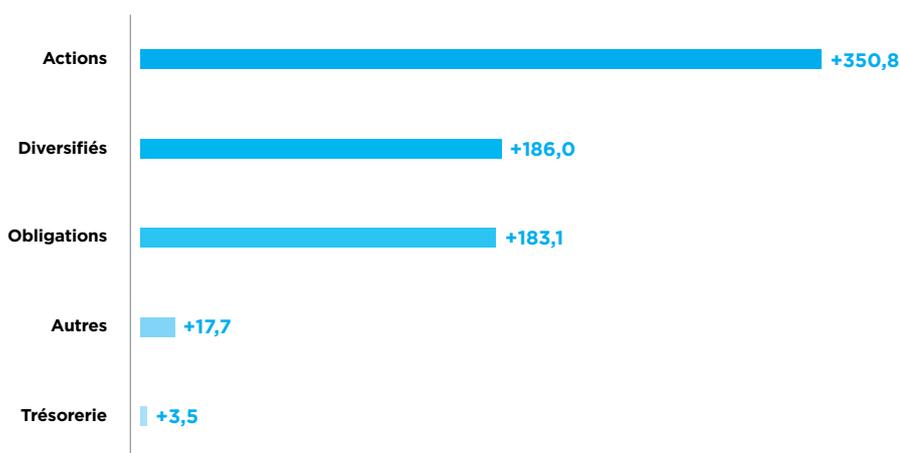
Les fonds ESG ont constitué le principal moteur de la collecte moyen et long-terme (près de 75 % de la collecte). Parmi ceux-ci, les fonds actions internationaux, à thématiques écologiques & environnementales ou investis en valeurs américaines ont été les principaux bénéficiaires. Les fonds diversifiés ont également significativement contribué à la collecte des gestions responsables, soutenus en particulier par les offres locales destinées à la clientèle *retail*.

Les solutions obligataires ont eu des dynamiques différenciées selon leur type de gestion. Les fonds globaux et flexibles, à taux variables ou à maturité courte offrant une protection contre la hausse des taux ainsi que les obligations indexées à l'inflation ont été privilégiés par les investisseurs. En revanche, les fonds émergents (hors offres Chine) et les fonds à échéance ont fait l'objet de rachats.



Collectes 2021 par classes d'actifs en Europe

(en milliards d'euros)



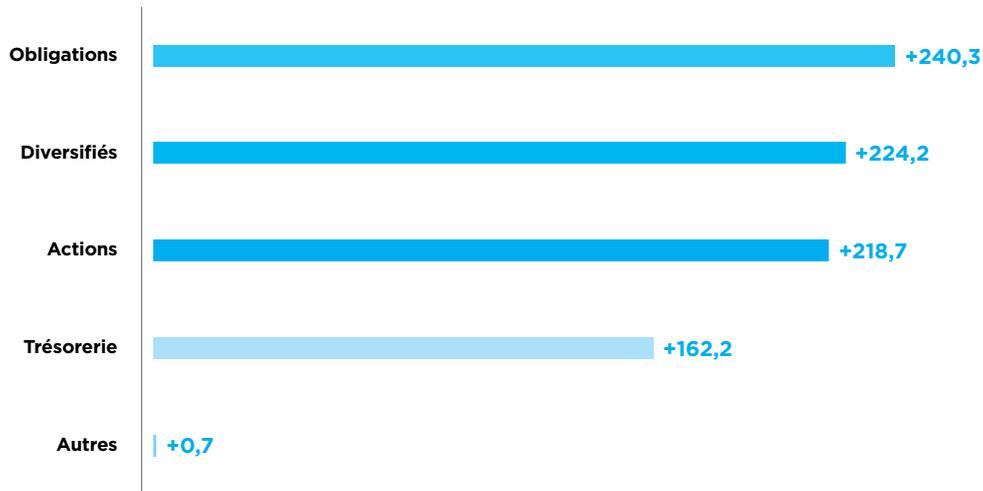
Autres = ABS, dérivés, change, *hedge funds*, immobilier, matières premières...

4.2.2.2 Marchés d'Asie-Pacifique

L'Asie sous l'impulsion du marché chinois (76 % de la collecte Asie-Pacifique), a connu une collecte supérieure à celle de l'Europe. Les obligations ont été le premier moteur de la collecte avec + 240 milliards d'euros. Les produits de taux (obligations et instruments monétaires) en devise locale Chinoise ont concentré à eux seuls près de 50 % de la collecte de la région. Comme en 2020, la classe d'actifs diversifiée a attiré des flux importants (+ 224 milliards d'euros) dont l'essentiel de la collecte a été réalisée en Chine, en réponse à la recherche par les clients particuliers de rendement supérieur à celui offert par les produits purement obligataires.

Les actions internationales ont confirmé leur attrait auprès des investisseurs d'Asie-Pacifique, en particulier Japonais et Australiens. Les actions américaines ont également bénéficié d'une collecte soutenue au Japon et en Corée du Sud. Les fonds thématiques et sectoriels investis dans les technologies ont quant à eux collecté au sein de chacun des pays de la région. Les investisseurs Indiens ont délaissé les fonds obligataires en devise locale au profit d'une exposition au marché action local.

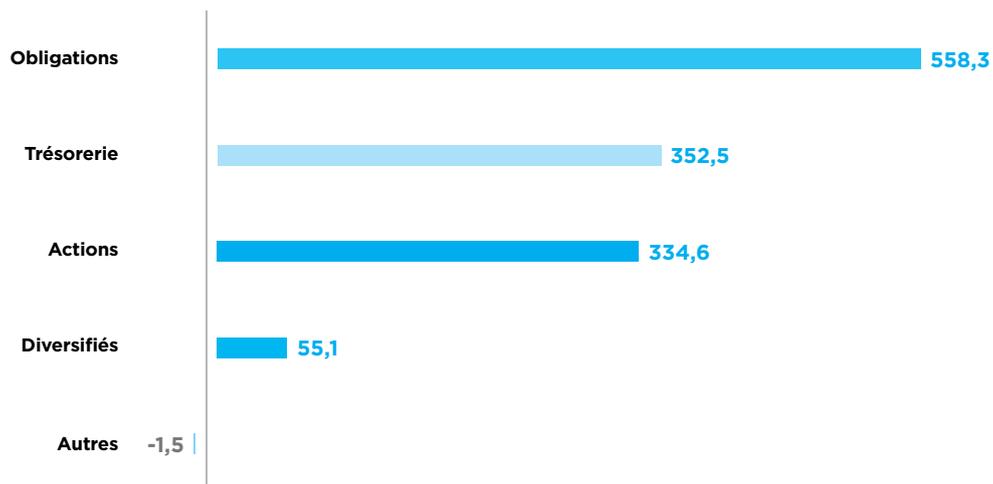
Enfin, la gestion ESG a poursuivi sa progression en Asie représentant désormais 3 % des encours et 9 % de la collecte moyen et long terme.

Collectes 2021 par classes d'actifs en Asie Pacifique*(en milliards d'euros)*Autres = ABS, dérivés, change, *hedge funds*, immobilier, matières premières...**4.2.2.3 Marché américain**

Aux États-Unis, près de la moitié de la collecte (+ 558 milliards d'euros) s'est portée sur les produits obligataires (obligations US, inflation et internationales) tant sur la gestion active que passive. Malgré une performance élevée des marchés actions, les fonds actions gérés activement ont affiché une décollecte nette comme ce fut le cas les années précédentes, concentrée sur les actions US. *A contrario*, les flux positifs sur les ETFs actions ont atteint

un niveau record, bénéficiant à l'ensemble des expertises. Après une décollecte en 2020, les fonds diversifiés ont renoué avec la collecte, en particulier sur les produits équilibrés et fonds à échéance utilisés comme solutions d'épargne retraite.

Malgré des encours encore limités, la gestion responsable poursuit sa pénétration au sein de la gestion des fonds, contribuant à près de 10 % de la collecte moyen et long terme.

Collectes 2021 par classes d'actifs en Amérique du Nord*(en milliards d'euros)*Autres = ABS, dérivés, change, *hedge funds*, immobilier, matières premières...

4.3 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS D'AMUNDI EN 2021

En 2021, Amundi a poursuivi sa trajectoire de croissance rentable et est en avance sur son plan 2018-2022 :

- résultat net ajusté à 1 315 millions d'euros, en croissance de + 12 % par an entre 2018 et 2021, à comparer à un objectif de + 5 % par an (annoncé en 2018) ;
- coefficient d'exploitation ajusté de 47,9 % en 2021 et d'environ 50 % sur 2018-2021 (vs objectif < 53 %).

4.3.1 Une activité soutenue

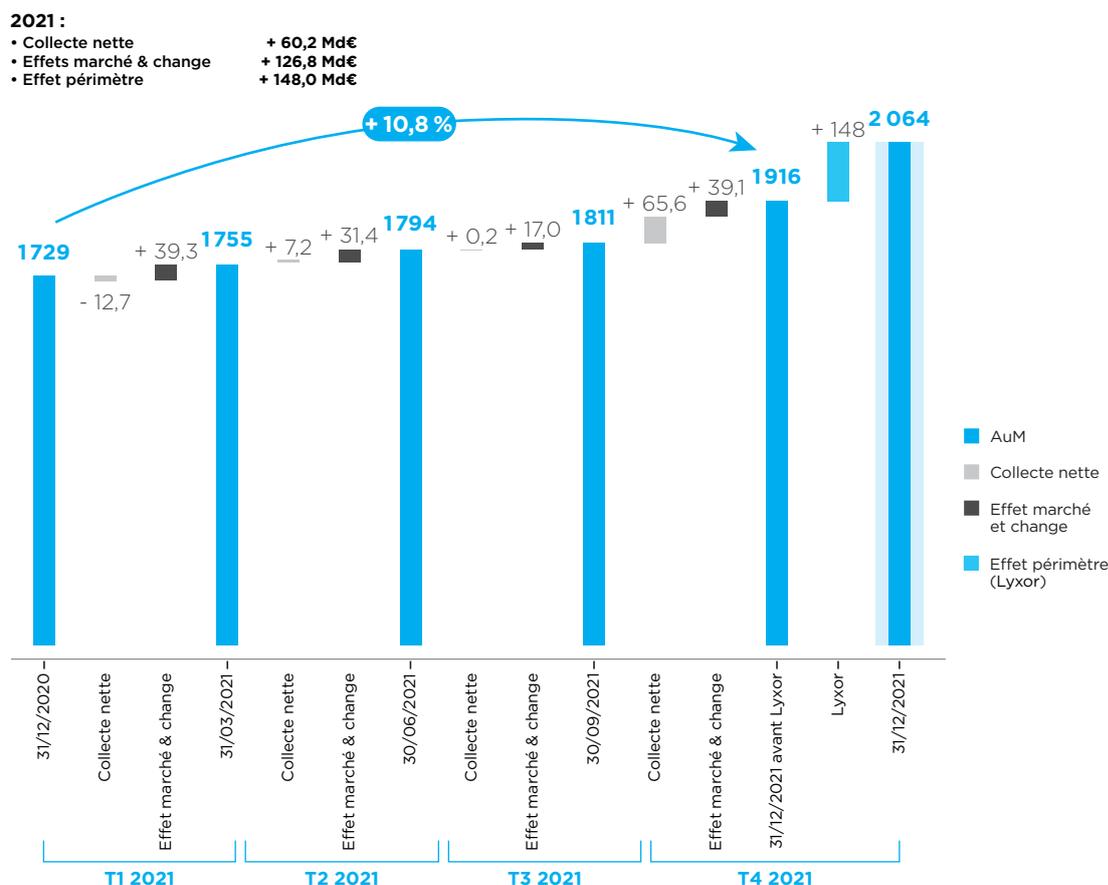
Les encours sous gestion atteignent 2 064 milliards d'euros au 31 décembre 2021, avec l'acquisition de Lyxor, réalisée le 31 décembre 2021. Hors Lyxor, les encours gérés par Amundi au 31 décembre 2021 atteignent 1 916 milliards d'euros, en progression de + 10,8 % sur un an, grâce à un effet de marché très important (+ 126,8 milliards d'euros) et à une collecte nette dynamique (+ 60,2 milliards d'euros).

À noter :

- toutes les données d'encours et de collecte nette incluent les actifs gérés conseillés et commercialisés, et comprennent 100 % des encours gérés et de la collecte des JV asiatiques ; pour Wafa au Maroc, les encours sont repris pour leur quote-part ;
- les données de collecte et de résultats de l'année 2021 n'incluent pas Lyxor, dont l'acquisition n'a été finalisée qu'au 31 décembre 2021.

Évolution des encours ⁽¹⁾ sous gestion d'Amundi en 2021

(en milliards d'euros)



(1) Encours & collecte nette yc. BOC WM à partir du T1 2021, incluant les actifs conseillés et commercialisés et comprenant 100 % de la collecte nette et des encours gérés des JV asiatiques ; pour Wafa au Maroc, les encours sont repris pour leur quote-part.

4.3.1.1 Détail des encours sous gestion et de la collecte nette par segments de clientèle ⁽¹⁾

(en milliards d'euros hors Lyxor)	Encours 31/12/2021	Encours 31/12/2020	% var. 31/12/2020	Collecte 2021	Collecte 2020
Réseaux France	128	118	8,7 %	0,9	7,7
Réseaux internationaux	174	146	19,2 %	18,9	(1,4)
dont Amundi BOC WM	11	0	/	10,1	
Distributeurs tiers	232	185	25,6 %	23,6	5,3
RETAIL (HORS JVs)	534	449	19,1 %	43,5	11,7
Institutionnels ⁽²⁾ & souverains	444	414	7,4 %	0,4	14,5
Corporates	100	96	4,6 %	3,3	17,8
Épargne Entreprises	78	67	16,4 %	2,5	3,9
Assureurs CA & SG	472	464	1,7 %	(0,8)	(8,2)
INSTITUTIONNELS	1 095	1 041	5,2 %	5,4	28,1
JVs ⁽³⁾	286	239	19,8 %	11,4	5,4
TOTAL	1 916	1 729	10,8 %	60,2	45,1
ENCOURS MOYENS 2021 HORS JVS	1 552	1 398	11,0 %	/	/

(1) Encours & Collecte hors Lyxor, incluant les actifs conseillés et commercialisés et comprenant 100 % de la collecte et des encours gérés des JV asiatiques ; pour Wafa au Maroc, les encours sont repris pour leur QP.

(2) Y compris fonds de fonds.

(3) Y compris des sorties de produits de « channel business » en Chine pour - 18,4 milliards d'euros en 2021 et de réinternalisation pour - 11,6 milliards d'euros au T3 2021.

Dans un environnement de marché toujours porteur ⁽¹⁾, la dynamique d'activité a été très bonne en 2021, portée notamment par les actifs MLT (+ 75,5 milliards d'euros hors JVs), avec une composante élevée en gestion active (+ 55,8 milliards d'euros) et en actifs MLT ESG (+ 36,5 milliards d'euros ⁽²⁾).

Au total la collecte en 2021 est de + 60,2 milliards d'euros, compte tenu de la bonne dynamique d'activité dans les JVs (+ 29,7 milliards d'euros hors sorties de « Channel business » ⁽³⁾) et en dépit de sorties en produits de trésorerie (- 26,6 milliards d'euros).

Les flux nets sur la clientèle Retail (hors JV) sont très élevés à + 43,5 milliards d'euros, essentiellement en actifs moyen long terme (+ 41,2 milliards d'euros).

- L'activité des distributeurs tiers a été particulièrement soutenue (+ 23,8 milliards d'euros en actifs MLT) et très diversifiée par pays (en particulier France, Italie, Allemagne, Espagne, Hong Kong et Singapour). Cette dynamique commerciale est bien équilibrée entre les expertises actives et passives.
- Dans les réseaux partenaires internationaux (+ 8,8 milliards d'euros en actifs MLT), la dynamique a été particulièrement forte notamment chez UniCredit (+ 4,4 milliards d'euros en actifs MLT), tirée par les gestions actives, les fonds thématiques et l'ESG. En Espagne (réseau Banco Sabadell), les flux se sont élevés à + 2,1 milliards d'euros, reflétant le déploiement réussi des offres Amundi.

En Chine, la filiale Amundi-BOC WM réalise une très belle première année, avec + 10,1 milliards d'euros de collecte dans les réseaux de Bank of China.

- Dans les réseaux en France, l'activité a été plus contrastée (- 0,2 milliard d'euros en actifs MLT) avec des flux positifs de + 4,1 milliards d'euros en unités de comptes principalement compensées par - 4,3 milliards d'euros de sorties (avant échéance) en produits structurés déclenchées par les conditions de marché favorables.

La collecte auprès des clients institutionnels s'élève à + 5,4 milliards d'euros, avec un niveau élevé de collecte en actifs MLT (+ 34,4 milliards d'euros) auprès de tous les segments de clientèle, et une décollecte en produits de trésorerie (- 28,9 milliards d'euros).

Les JVs affichent une collecte soutenue de + 29,7 milliards d'euros, hors sorties de « channel business » ⁽³⁾ en Chine.

- En Inde, l'année a été particulièrement dynamique (+ 26,0 milliards d'euros), avec une collecte majoritairement portée par les institutionnels, et des flux résilients en fonds ouverts. SBI FM a consolidé son rang de leader sur le marché des fonds ouverts en Inde avec une part de marché de 16,4 % ⁽⁴⁾.

Pour mémoire, a été annoncé le 12 décembre 2021 le projet de cotation en bourse de SBI FM. Cette cotation est prévue en 2022 à la bourse indienne ⁽⁵⁾, et devrait porter sur 10 % du capital de SBI FM. Dans le cadre de cette cotation, Amundi envisage de céder environ 4 % du capital.

- En Chine, la JV avec ABC a enregistré une collecte de + 12,8 milliards d'euros hors sorties des produits Channel Business (- 18,4 milliards d'euros) et hors réinternalisation exceptionnelle par un institutionnel au T3 2021 (- 11,6 milliards d'euros).
- En Corée du Sud, la JV avec NH réalise une bonne année avec + 2,1 milliards d'euros de collecte, dont + 2,7 milliards d'euros en MLT.

(1) Hausse des marchés Actions en moyenne de + 25 % vs 2020.

(2) Collecte hors assureurs Groupe.

(3) Produits peu margés ; sorties liées à l'évolution réglementaire, (en 2021 : - 18,4 milliards d'euros).

(4) Source AMFI India à fin décembre 2021.

(5) Sous réserve des autorisations réglementaires et des conditions de marché. SBI FM est actuellement détenue par SBI (62,6 %), Amundi (36,78 %) et les collaborateurs (0,6 %).

4.3.1.2 Détail des encours sous gestion et de la collecte nette par classes d'actifs ⁽¹⁾

(en milliards d'euros hors Lyxor)	Encours 31/12/2021	Encours 31/12/2020	% var. 31/12/2020	Collecte 2021	Collecte 2020
Actions	366	277	32,0 %	22,8	19,3
Diversifiés	316	263	19,9 %	38,0	(1,0)
Obligations	656	635	3,3 %	14,9	(11,3)
Réels, alternatifs et structurés	96	92	3,9 %	(0,2)	4,5
Actifs MLT hors JVs	1 433	1 267	13,0 %	75,5	11,5
Trésorerie hors JVs	197	222	(11,5 %)	(26,6)	28,2
Actifs hors JVs	1 629	1 490	9,4 %	48,8	39,8
JVs	286	239	19,8 %	11,4	5,4
TOTAL	1 916	1 729	10,8 %	60,2	45,1
DONT ACTIFS MLT	1 685	1 477	14,1 %	83,6	17,7
DONT PRODUITS DE TRÉSORERIE	230	252	(8,5 %)	(23,4)	27,5

La gestion active affiche une collecte record en 2021, à + 55,9 milliards d'euros, grâce à la qualité des gestions et à leur bon positionnement, notamment en ESG.

L'ensemble des plateformes de gestion a délivré de très bonnes performances : près de 74 % des encours en fonds ouverts sont classés dans les deux premiers quartiles sur cinq ans ⁽²⁾. Par ailleurs, sur cinq ans, 86 % des encours surperforment leur benchmark ⁽³⁾.

L'ESG demeure au cœur des stratégies et des process de gestion, avec une innovation constante (gamme ESG Improvers, Social Bonds, Emerging Market bonds...).

La collecte élevée de l'année reflète le positionnement des offres, adaptées aux attentes des clients et aux grandes tendances du marché, avec notamment :

- les offres de solutions diversifiées (fonds ouverts, gestions sous mandat) et sur mesure (allocation d'actifs, construction de portefeuilles, advisory...) dont la collecte atteint + 25,3 milliards d'euros ⁽⁴⁾, avec notamment :
 - la montée en puissance des nouvelles offres OCIO répondant à la demande croissante des investisseurs institutionnels (16 mandats remportés et + 8,3 milliards d'euros de collecte),
 - la dynamique commerciale des *flagships* Global Multi Asset Conservative (+ 2,3 milliards d'euros), Multi Asset Sustainable Future (+ 0,8 milliard d'euros) ;
- le succès dans nos expertises Actions : expertises Value (+ 1,7 milliard d'euros de collecte, par exemple sur le fonds *European Equity Value* + 0,8 milliard d'euros), fonds thématiques (+ 3,9 milliards d'euros, avec le lancement des nouveaux produits comme le fonds CPR Hydrogène) et plus généralement les fonds ESG (*Global Ecology* + 0,7 milliard d'euros, *European ESG Improvers* + 0,3 milliard d'euros) ;
- en obligataire, le gain de plusieurs mandats institutionnels.

La gestion passive, ETF et Smart Beta a connu une nouvelle très bonne année, avec une collecte de + 19,7 milliards d'euros, portant les encours à 208 milliards d'euros, un niveau supérieur à l'objectif annoncé en 2019 (200 milliards d'euros attendus en 2023).

En ETP ⁽⁵⁾, avec une collecte nette de + 11,9 milliards d'euros, Amundi se classe 3^e collecteur européen ⁽⁶⁾ et 5^e en termes d'encours avec 88 milliards d'euros et une part de marché à nouveau en augmentation.

L'ESG a représenté plus de 50 % des flux ETF du marché européen, et environ 90 % de la collecte d'Amundi, qui démontre ainsi son savoir-faire et sa capacité d'innovation ESG.

Amundi Actifs Réels a tiré parti de son positionnement et d'un marché des actifs réels et privés en fort développement. La collecte s'est élevée à + 4,6 milliards d'euros, bien répartie entre toutes les expertises (+ 1,8 milliard d'euros en Private Equity, + 1,6 milliard d'euros en Immobilier, + 1,1 milliard d'euros en dette privée). Les encours s'élevaient à 62,1 milliards d'euros fin 2021, reflétant une hausse significative depuis cinq ans (+ 11,1 % de croissance annuelle moyenne).

L'innovation ESG a également été un élément marquant de l'année avec le lancement de fonds ESG en dette privée à impact, fonds immobiliers labellisés ISR, obtention du label ISR pour OPCIMMO et avec le gain de plusieurs mandats pour les dispositifs Prêts Participatifs de Relance, Obligations Relance, programme « Fleurons des Territoires » (label Relance) dans le cadre du plan de relance en France.

(1) Encours & Collecte hors Lyxor, incluant les actifs conseillés et commercialisés et comprenant 100 % de la collecte et des encours gérés des JV asiatiques ; pour Wafa au Maroc, les encours sont repris pour leur quote-part.

(2) Source : Morningstar Direct, fonds ouverts et ETF, périmètre monde hors fonds nourriciers, fin décembre 2021. 621 fonds soit 478 milliards d'euros. Au total, 183 fonds Amundi ont un rating Morningstar 4 ou 5 étoiles.

(3) Au 31 décembre 2021, source : données internes, périmètre : 1 129 milliards d'euros (hors JV et périmètre Lyxor), gestion active hors gestion passive, actifs réels, produits structurés.

(4) Hors Amundi BOC WM.

(5) ETP : Exchange Traded Products, incluant les ETF (Exchange Traded Funds) et les ETC (Exchange Traded Commodities).

(6) Source ETF GI.

4.3.1.3 Détail des encours sous gestion et de la collecte nette par zone géographique

(en milliards d'euros, hors Lyxor)	Encours 31/12/2021	Encours 31/12/2020	% var. 31/12/2020	Collecte 2021	Collecte 2020
France	957	932	2,7 %	(16,0)	26,7
Italie	200	180	11,2 %	12,0	(2,0)
Europe hors France et Italie	278	225	23,8 %	31,7	28,3
Asie	369	298	23,9 %	30,4	1,2
Reste du monde	112	95	18,1 %	2,0	(9,0)
TOTAL	1 916	1 477	29,7 %	60,2	45,1
TOTAL HORS FRANCE	958	545	75,9 %	76,2	18,4

4.3.2 Un résultat net record en 2021

Données ajustées ⁽¹⁾

Amundi affiche un résultat net ajusté ⁽²⁾ record de 1 315 millions d'euros, en hausse de + 37 % par rapport à 2020.

Cet excellent niveau de rentabilité résulte de plusieurs facteurs :

Haut niveau de revenus nets, en progression de + 23,5 %

Les commissions de gestion s'élèvent à 2 786 millions d'euros (+ 14,5 %) sous l'effet de la hausse des marchés et de la dynamique de collecte. La marge moyenne ⁽³⁾ (17,9 pb) est en progression grâce à un effet mix favorable. Le niveau très élevé de commissions de surperformance en 2021 (427 millions d'euros) est lié d'une part à la forte hausse des marchés actions observée depuis mi-2020 et d'autre part à la qualité des gestions Amundi. La normalisation des commissions de surperformance devrait se poursuivre en 2022.

Maintien d'une excellente efficacité opérationnelle

L'évolution des charges d'exploitation vs 2020 (+ 14,4 %) s'explique par :

- la poursuite des investissements de développement pour 65 millions d'euros : investissements dans la technologie à la fois au service des clients externes et des besoins internes, montée en puissance d'Amundi-BOC en Chine, promotion de la marque et amélioration de la notoriété à destination du *Retail*, recrutements dans les expertises en croissance (actifs réels, thématiques...);

- le provisionnement des rémunérations variables, en lien avec la progression du résultat opérationnel ;
- l'effet périmètre par rapport à 2020 ⁽⁴⁾.

Grâce à cet effet ciseaux positif, le coefficient d'exploitation est de 47,9 % (environ 50 % hors niveau exceptionnel de commissions de surperformance ⁽⁵⁾) et le Résultat brut d'Exploitation progresse de + 33 %.

La contribution des sociétés mises en équivalence (*joint-ventures* asiatiques essentiellement) progresse sensiblement à 84 millions d'euros contre 66 millions d'euros en 2020, grâce notamment à la contribution des JVs en Chine (28 millions d'euros) et en Inde (47 millions d'euros).

Données comptables

Le résultat net comptable s'élève à 1 369 millions d'euros (+ 50,5 % vs 2020) et intègre les premiers coûts liés à l'intégration de Lyxor (12 millions d'euros après impôts), l'amortissement des contrats de distribution, ainsi qu'un gain fiscal exceptionnel (*Affrancamento* ⁽⁶⁾). Le Bénéfice net par Action atteint 6,75 euros, en forte hausse par rapport à 2020 (+ 50 %).

(1) Les données du compte de résultat n'incluent pas Lyxor, acquis le 31/12/2021.

(2) Données ajustées : hors amortissement des contrats de distribution, et, en 2021, hors coûts d'intégration de Lyxor (12 millions d'euros au T4 2021 après impôts et 16 millions d'euros avant impôts), et hors impact *Affrancamento* (gain de 114 millions d'euros nets au T2 2021).

(3) Commissions nettes de gestion / encours moyens.

(4) Effet périmètre de + 28 millions d'euros : acquisition de Sabadell AM, consolidée à partir du T3 2020, consolidation globale de Fund Channel et d'Anatec à partir du T1 2021.

(5) Niveau exceptionnel de commissions de surperformance = niveau supérieur au montant moyen des commissions de surperformance par trimestre en 2017-2020 (42 millions d'euros).

(6) Gain fiscal exceptionnel (net d'une taxe de substitution) de + 114 millions d'euros (sans incidence en flux de trésorerie) : dispositif « *Affrancamento* » en application de la loi de finance italienne pour 2021 (loi n° 178/2020), conduisant à la reconnaissance d'un Impôt Différé Actif sur des actifs incorporels (*goodwill*) ; élément exclu du Résultat Net ajusté.

Compte de résultat

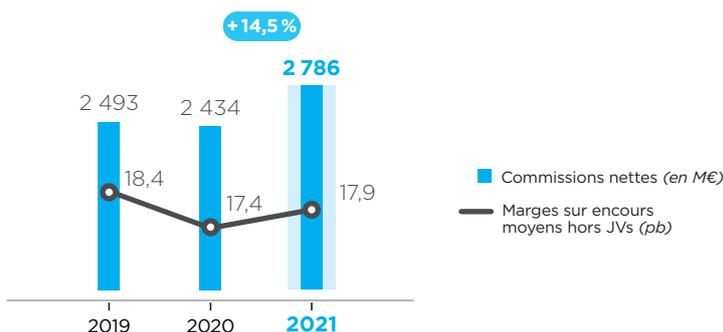
(en millions d'euros, hors Lyxor)	2021	2020	Δ 2021/2020
REVENUS NETS AJUSTÉS ⁽¹⁾	3 204	2 595	23,5 %
Revenus nets de gestion	3 213	2 634	22,0 %
<i>dont commissions nettes de gestion</i>	2 786	2 434	14,5 %
<i>dont commissions de surperformance</i>	427	200	213,3 %
Produits nets financiers et autres produits nets ⁽¹⁾	(8)	(38)	-
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION ⁽¹⁾	(1 534)	(1 341)	14,4 %
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽¹⁾	1 670	1 255	33,1 %
Coefficient d'exploitation ajusté	47,9 %	51,7 %	(3,8 pts)
Coût du risque & Autres	(12)	(23)	(46,1 %)
Sociétés mises en équivalence	84	66	27,7 %
RÉSULTAT AVANT IMPÔT AJUSTÉ ⁽¹⁾	1 742	1 298	34,2 %
Impôts sur les sociétés ajusté ⁽⁴⁾	(430)	(338)	27,0 %
Minoritaires	3	3	-
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE AJUSTÉ ⁽¹⁾	1 315	962	36,7 %
Amortissement des contrats de distribution après impôts	(49)	(52)	(7,1 %)
Coûts d'intégration nets d'impôts	(12)	0	-
Impact Affrancamento ⁽²⁾	114	0	-
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE YC AFFRANCAMENTO ⁽²⁾	1 369	910	50,5 %
BNPA comptable (en euros par action)	6,75	4,50	50,1 %
BNPA ajusté (en euros par action)	6,49	4,76	36,3 %

(1) Données ajustées : hors amortissement des contrats de distribution, et, en 2021, hors coûts d'intégration de Lyxor (12 millions d'euros au T4 2021 après impôts et 16 millions d'euros avant impôts), et hors impact Affrancamento (114 millions d'euros au T2 2021). Voir section IAP définitions et méthodologie.

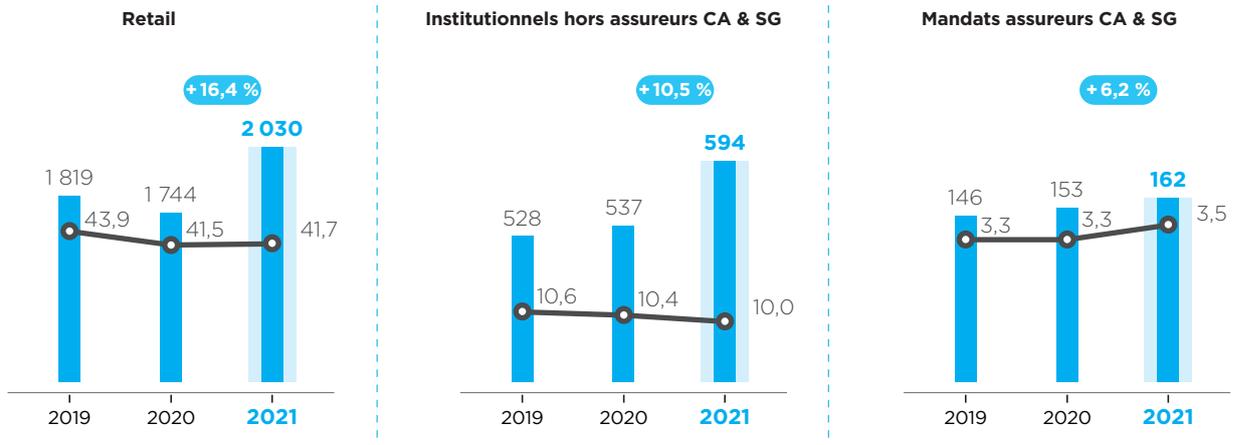
(2) Le résultat net comptable 2021 intègre un gain fiscal exceptionnel (net d'une taxe de substitution) de + 114 millions d'euros (sans incidence en flux de trésorerie) : dispositif « Affrancamento » en application de la loi de finance italienne pour 2021 (loi n° 178/2020), conduisant à la reconnaissance d'un Impôt Différé Actif sur des actifs incorporels (goodwill) ; élément exclu du Résultat Net ajusté.

Marges ⁽¹⁾

Commissions nettes de gestion (M€) et marges sur encours moyens hors JV (pb) ⁽¹⁾



(1) Marge moyenne : revenus nets de gestion (hors commissions de surperformance) / encours moyens hors JVs.



La marge moyenne sur encours progresse, à 17,9 points de base contre 17,4 points de base en 2020, en raison d'un effet mix clients / produits plus favorable lié à la dynamique collecte depuis plusieurs trimestres, avec une composante *Retail* et Actifs MLT importante.

4.3.3 Indicateurs alternatifs de performance (IAP)

4.3.3.1 Compte de résultat : Annexe méthodologique

Données comptables

Aux 12 mois 2020 et 2021, données après amortissement des actifs intangibles (contrats de distribution) ; en 2021, coûts d'intégration de Lyxor au T4 (12 millions d'euros après impôts et 16 millions d'euros avant impôts) et impact *Affrancamento*⁽¹⁾ (114 millions d'euros nets au T2).

Données ajustées

Afin de présenter un compte de résultat plus proche de la réalité économique, les ajustements suivants sont réalisés : retraitement de l'amortissement des actifs intangibles comptabilisé en déduction des revenus nets (contrats de distribution avec SG, Bawag, UniCredit et Banco Sabadell), coûts d'intégration de Lyxor et impact *Affrancamento*.

NB : l'amortissement du contrat SG (par an : 10 millions d'euros après impôts, 14 millions d'euros avant impôts) a cessé au 1^{er} novembre 2020.

Dans les données comptables, amortissement des contrats de distribution :

- 12M 2020 : 74 millions d'euros avant impôts et 52 millions d'euros après impôts ;
- 12M 2021 : 68 millions d'euros avant impôts et 49 millions d'euros après impôts.

4.3.3.2 Acquisition de Lyxor

- Conformément à IFRS 3, reconnaissance au bilan d'Amundi au 31 décembre 2021 :
 - d'un goodwill de 652 millions d'euros ;
 - d'un actif intangible représentant des contrats clients de 40 millions d'euros avant impôt (30 millions d'euros après impôts) sera amorti linéairement sur trois ans.
- Dans le compte de résultat du Groupe, l'actif intangible mentionné ci-dessus sera amorti linéairement sur trois ans à partir de 2022 ; l'incidence nette d'impôt de cet amortissement sera de 10 millions d'euros en année pleine (soit 13 millions d'euros avant impôts). Cet amortissement sera comptabilisé en déductions des revenus nets et viendra s'ajouter aux amortissements existants des contrats de distribution.
- Pour mémoire 70 millions d'euros de coûts d'intégration avant impôts sont anticipés dont 16 millions d'euros avant impôt déjà comptabilisés au T4-2021 (voir *supra*).

(1) Le résultat net comptable 2021 intègre un gain fiscal exceptionnel (net d'une taxe de substitution) de + 114 millions d'euros (sans incidence en flux de trésorerie) : dispositif « *Affrancamento* » en application de la loi de finance italienne pour 2021 (loi n° 178/2020), conduisant à la reconnaissance d'un Impôt Différé Actif sur des actifs incorporels (goodwill) ; élément exclu du Résultat Net ajusté.

4.3.3.3 Tableau de réconciliation des IAP

Afin de présenter un indicateur de résultat plus proche de la réalité économique, Amundi publie un Résultat net ajusté qui se réconcilie avec le résultat net part du Groupe comptable de la manière suivante :

(en millions d'euros)	2021	2020
Revenus nets (a)	3 136	2 521
+ Amortissement des contrats de distribution avant impôts	68	74
REVENUS NETS AJUSTÉS (b)	3 204	2 595
Charges d'exploitation (c)	(1 550)	(1 341)
+ Coût d'intégration avant impôts	16	0
Charges d'exploitation ajustées (d)	(1 534)	(1 341)
Résultat brut d'exploitation (e) = (a) + (c)	1 586	1 180
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION AJUSTÉ (f) = (b) + (d)	1 670	1 255
Coefficient d'exploitation (c)/(a)	49,4 %	53,2 %
Coefficient d'exploitation ajusté (d)/(b)	47,9 %	51,7 %
Coût du risque & Autres (g)	(12)	(23)
Sociétés mises en équivalence (h)	84	66
Résultat avant impôt (i) = (e) + (g) + (h)	1 658	1 224
RÉSULTAT AVANT IMPÔT AJUSTÉ (j) = (f) + (g) + (h)	1 742	1 298
Impôts sur les bénéfices (k)	(292)	(317)
Impôts sur les bénéfices ajustés (l)	(430)	(338)
Minoritaires (m)	3	3
Résultat net part du Groupe (n) = (i) + (k) + (m) - (p)	1 255	910
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE AJUSTÉ (o) = (j) + (l) + (m)	1 315	962
Impact Affrancamento (p)	114	0
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (n) + (p) INCLUANT AFFRANCAMENTO	1 369	910

4.3.4 Politique de dividende

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 18 mai 2022, un dividende de 4,10 euros par action, en numéraire.

Ce dividende correspond à un taux de distribution de 65 % du résultat net part du Groupe ⁽¹⁾ (hors *Affrancamento* et coûts d'intégration), et à un rendement de 6.2 % sur la base

du cours de l'action au 4 février 2022 (clôture). Ce dividende sera détaché le 23 mai 2022 et mis en paiement à compter du 25 mai 2022.

Depuis la cotation, le TSR ⁽²⁾ (retour total pour l'actionnaire) s'élève à 88 % ⁽³⁾ y compris le dividende qui sera distribué en mai 2022 après le vote de l'Assemblée Générale.

(1) Le taux de distribution du dividende se calcule sur la base du résultat net comptable part du groupe ajusté 2021 (1 369 millions d'euros), minoré de l'impact *Affrancamento* (114 millions d'euros) et en excluant les coûts d'intégration de Lyxor (- 12 millions d'euros).

(2) Le TSR (Total Shareholder Return) inclut le rendement total pour un actionnaire : hausse de l'action + dividendes versés de 2016 à 2021 + dividende soumis à l'AG de mai 2022 + Droit préférentiel de Souscription détaché en mai 2017.

(3) Au 4 février 2022.

4.4 BILAN ET STRUCTURE FINANCIÈRE

4.4.1 Bilan consolidé d'Amundi

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Caisses, banques centrales	948	0	NA
Instruments dérivés	3 079	3 090	(0,4 %)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	11 390	13 432	(15,2 %)
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	702	607	15,6 %
Actifs financiers au coût amorti	2 000	2 429	(17,7 %)
Actifs d'impôts courants et différés	319	177	79,5 %
Comptes de régularisation et actifs divers	2 276	1 921	18,4 %
Participations et parts dans les entreprises mises en équivalence	385	295	30,6 %
Immobilisations corporelles	397	410	(3,0 %)
Immobilisations incorporelles	519	530	(2,2 %)
Écarts d'acquisition	6 704	5 996	11,8 %
TOTAL ACTIF	28 718	28 888	(0,6 %)

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Instruments dérivés	2 393	2 619	(8,6 %)
Passifs financiers à la juste valeur par résultat par option	9 694	10 086	(3,9 %)
Passifs financiers au coût amorti	1 814	2 968	(38,9 %)
Passifs d'impôts courants et différés	344	235	46,5 %
Comptes de régularisation et passifs divers	3 316	2 762	20,1 %
Provisions	126	165	(23,9 %)
Dettes subordonnées	304	304	=
Capitaux propres part du Groupe	10 671	9 695	10,1 %
• Capital et réserves liées	3 033	2 984	1,7 %
• Réserves consolidées	6 331	5 997	5,6 %
• Gains ou pertes latents ou différés	(63)	(196)	(67,8 %)
• Résultat part du Groupe	1 369	910	50,5 %
Participations ne donnant pas le contrôle	56	54	4,9 %
TOTAL PASSIF	28 718	28 888	(0,6 %)

4.4.1.1 Évolution du bilan

Au 31 décembre 2021, le total de bilan s'élève à 28,7 milliards d'euros, contre 28,9 milliards d'euros au 31 décembre 2020.

L'acquisition de Lyxor ayant été finalisée le 31 décembre 2021, le bilan consolidé au 31 décembre 2021 intègre les actifs et passifs acquis et reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3 révisée. Ces actifs et passifs sont détaillés dans la note annexe 9.3.2 aux comptes consolidés.

Les instruments dérivés à l'actif représentent 3 079 millions d'euros au 31 décembre 2021 (vs. 3 090 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Ce montant représente principalement les éléments suivants :

- la juste valeur positive des swaps de performance enregistrée au bilan d'Amundi Finance ; cette filiale se porte

contrepartie des fonds structurés et contracte en adossement une opération symétrique avec une contrepartie de marché ; aussi l'encours de swaps de performance figurant à l'actif se retrouve pour des montants équivalents au passif du bilan du Groupe ; en net, ces opérations ne génèrent donc pas de risques de marché ;

- la juste valeur positive des swaps de taux et de performance contractés dans le cadre de l'activité d'émissions d'EMTN structurées.

Les instruments dérivés au passif représentent 2 393 millions d'euros au 31 décembre 2021 (vs. 2 619 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Ces montants reflètent principalement la juste valeur négative des instruments dérivés contractés dans le cadre de l'activité de fonds structurés ou d'EMTN, et viennent en regard du poste d'actif de même nature, tel que décrit ci-dessus.

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat présentent un encours de 11 390 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 13 432 millions d'euros au 31 décembre 2020, en baisse de - 15,2 %. Ils sont principalement constitués :

- des actifs en adossement des émissions d'EMTN (émissions valorisées symétriquement à la juste valeur par résultat sur option), pour 8 997 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 9 673 millions d'euros au 31 décembre 2020, en baisse de - 7 %, en lien avec l'évolution de l'activité. Ces actifs de couverture sont : des titres obligataires émis par Crédit Agricole SA et des parts d'OPCI détenus par Amundi Finance Émissions, et des dépôts à terme souscrits par LCL Émissions auprès de LCL ;
- des investissements en *seed money* (276 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 301 millions d'euros au 31 décembre 2020), en baisse de - 8,4 % ;
- des placements volontaires (hors titres souverains Emir) pour 2 006 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 3 351 millions d'euros au 31 décembre 2020, en baisse de - 40,1 %. Cette évolution reflète les cessions réalisées afin de financer l'acquisition de Lyxor ;
- des titres de participation non consolidés, hors ceux évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables par option, pour 112 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 107 millions d'euros au 31 décembre 2020, en hausse de 5 millions d'euros.

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option pour 9 694 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 10 086 millions d'euros au 31 décembre 2020, en baisse de - 3,9 %, représentent la juste valeur des EMTN structurées émises par le Groupe dans le cadre du développement de son offre de solutions à destination des clients *Retail*.

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres présentent un encours de 702 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 607 millions d'euros au 31 décembre 2020, en hausse de 15,6 % sur l'exercice. Ce poste enregistre les titres de participation non consolidés comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables par option pour 169 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 141 millions d'euros au 31 décembre 2020 en hausse de 20,4 % ainsi que les titres d'État (533 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 467 millions d'euros au 31 décembre 2020, en hausse de + 14,1 %) détenus dans le cadre de la réglementation EMIR relative aux garanties sur instruments dérivés.

Les actifs financiers au coût amorti sont constitués des prêts et créances sur établissements de crédit et s'élèvent à 2 000 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 2 429 millions d'euros au 31 décembre 2020, en baisse de 17,7 %. Au 31 décembre 2021 ils se décomposent en 1 733 millions d'euros de dépôts et trésorerie court terme et 267 millions d'euros de prêts à moyen/long terme (hors 125 millions d'euros intégrés en placements volontaires).

Les passifs au coût amorti sont constitués de dettes envers les établissements de crédit et totalisent 1 814 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 2 968 millions d'euros au 31 décembre 2020. Au 31 décembre 2021, les dettes envers les établissements de crédit sont composées d'emprunts à court terme pour 295 millions d'euros et d'emprunts à moyen long terme pour 1 519 millions d'euros, contractés auprès du groupe Crédit Agricole SA. Cette baisse résulte de l'amortissement ou le remboursement anticipé des réserves de liquidité constituées dans le contexte de la crise sanitaire de 2020.

Le poste dettes subordonnées qui totalise 304 millions d'euros au 31 décembre 2021 est constitué de la dette subordonnée souscrite auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre du financement de l'acquisition des filiales du groupe Pioneer. Cette dette subordonnée est à échéance 2027.

Les comptes de régularisation et actifs divers s'élèvent à 2 276 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 1 921 millions d'euros au 31 décembre 2020, en hausse de + 18,4 %. Ce poste enregistre le collatéral versé au titre de l'activité d'intermédiation de swaps d'Amundi pour 219 millions d'euros (contre 251 millions d'euros au 31 décembre 2020) et d'autres comptes de régularisation et actifs divers pour 2 057 millions d'euros (contre 1 670 millions d'euros au 31 décembre 2020), notamment les commissions de gestion à recevoir.

Les comptes de régularisation et passifs divers s'élèvent à 3 316 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 2 762 millions d'euros au 31 décembre 2020. Ce poste enregistre le collatéral reçu au titre de l'activité d'intermédiation pour 662 millions d'euros (contre 651 millions d'euros au 31 décembre 2020) et d'autres comptes de régularisation et passifs divers pour 2 655 millions d'euros (contre 2 111 millions d'euros au 31 décembre 2020), notamment les rétrocessions à verser aux distributeurs.

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à 519 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 530 millions d'euros au 31 décembre 2020, cette variation s'expliquant principalement par l'amortissement de la valeur des contrats de distribution dans les réseaux UniCredit, Bawag et Banco Sabadell ainsi qu'à la reconnaissance d'une valeur des contrats clients dans le cadre de l'acquisition de Lyxor pour 40 millions d'euros.

Les écarts d'acquisition totalisent 6 730,9 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 5 995,6 millions d'euros au 31 décembre 2020. La variation de l'exercice étant essentiellement imputable à l'acquisition de Lyxor conduisant à la constatation d'un goodwill de 652,1 millions d'euros et aux variations de change de la période.

Les écarts d'acquisition comprennent les principaux éléments suivants :

- l'écart d'acquisition constaté lors de l'apport de son activité de gestion d'actifs par Crédit Agricole Indosuez en décembre 2003 pour 377,9 millions d'euros ;
- l'écart d'acquisition constaté en 2004 lors de l'acquisition du Crédit Lyonnais par Crédit Agricole SA pour 1 732,8 millions d'euros ;
- l'écart d'acquisition relatif à l'apport de l'activité de gestion d'actifs de Société Générale en décembre 2009 pour 707,8 millions d'euros ;
- l'écart d'acquisition constaté en 2015 lors de l'acquisition de Amundi Austria pour 78,4 millions d'euros ;
- les écarts d'acquisition constatés en 2016 suite aux acquisitions de KBI Global Investors et Crédit Agricole Immobilier Investors pour un total de 159,9 millions d'euros ;
- les écarts d'acquisition constatés en 2017 suite à l'acquisition de Pioneer Investments pour un total de 2 537,3 millions d'euros ;
- l'écart d'acquisition constaté en 2020 suite à l'acquisition de Sabadell AM pour un total de 335,0 millions d'euros.

Les provisions s'élèvent à 126 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 165 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Les capitaux propres du Groupe y compris le résultat au 31 décembre 2021 sont de 10 671 millions d'euros contre 9 695 millions d'euros au 31 décembre 2020, en hausse de + 10,1 %. Cette variation nette positive de + 976 millions d'euros s'explique principalement, par l'effet net des éléments suivants :

- la distribution des dividendes d'Amundi au titre de l'exercice 2020 pour 586 millions d'euros ;
- le résultat net part du groupe de l'exercice de + 1 369 millions d'euros ;

- la variation des « gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » pour + 132 millions d'euros.

Les Participations ne donnant pas le contrôle s'établissent à 56 millions d'euros au 31 décembre 2021 et correspondent principalement à la part détenue par la société BOC Wealth Management dans les capitaux propres de la société Amundi BOC Wealth Management.

4.4.1.2 Portefeuille de placements

En synthèse, la répartition du portefeuille de placement entre *seed money* et placements volontaires par classes d'actif se présente sur les deux exercices de la façon suivante :

31/12/2021 (en millions d'euros)	Classes d'actifs				
	Monétaires	Obligations*	Actions et diversifiés	Autres	Total
Seed money	1	62	105	108	276
Placements volontaires et autres	378	2 160	55	71	2 664
TOTAL	379	2 222	160	179	2 940

* Y compris 530 millions d'euros de titres souverains Emir en placements volontaires et 125 millions d'euros d'actifs financiers au coût amorti.

31/12/2020 (en millions d'euros)	Classes d'actifs				
	Monétaires	Obligations*	Actions et diversifiés	Autres	Total
Seed money	1	55	130	115	301
Placements volontaires et autres	928	2 771	56	62	3 817
TOTAL	929	2 826	186	177	4 118

* Y compris 464 millions d'euros de titres souverains Emir en placements volontaires.

4.4.2 Éléments hors bilan

Les engagements hors bilan les plus significatifs du Groupe comprennent :

- les engagements liés aux instruments financiers à terme (dérivés) ; ces engagements sont valorisés au bilan au travers de leur juste valeur ;

- en engagements donnés, les garanties octroyées à certains produits commercialisés par Amundi ;
- en engagements reçus, la garantie de financement contractée avec un syndicat bancaire.

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Fonds à formule	5 288	7 064
Fonds en assurance de portefeuille (CPPI)	5 866	6 052
Fonds de pension italiens	2 888	3 050
Autres garantis	4 218	2 076
TOTAL DES ENGAGEMENTS HORS BILAN	18 260	18 242

Les fonds à formule ont pour objectif de livrer un rendement prédéfini, sur la base d'une formule.

Les fonds gérés en assurance de portefeuille (fonds CPPI) ont pour objectif d'offrir une participation partielle au rendement d'actifs risqués tout en offrant une garantie de protection totale ou partielle du capital.

Le seul engagement reçu est la garantie de financement reçue dans le cadre du contrat de crédit syndiqué revolving multidevises d'un montant de 1 750 millions d'euros conclu le 23 octobre 2015 avec un syndicat international de prêteurs.

4.4.3 Structure financière

La structure financière demeure solide fin 2021 : avant l'acquisition de Lyxor, les fonds propres tangibles ⁽¹⁾ s'élevaient à 4,2 milliards d'euros, à comparer à 3,2 milliards d'euros fin 2020. Après l'acquisition de Lyxor, ils demeurent à un niveau élevé (3,5 milliards d'euros), et le ratio CET1 est de 16,1 %, largement supérieur aux exigences réglementaires.

Pour mémoire, l'agence de notation Fitch a renouvelé en mai 2021 la note A+ avec perspective stable, la meilleure du secteur.

4.4.3.1 Bilan économique

Le total du bilan comptable d'Amundi s'élève à 28,7 milliards d'euros au 31 décembre 2021.

Afin d'analyser la situation financière du Groupe d'un point de vue économique, Amundi présente également un bilan synthétique regroupant certains postes de façon à appréhender les effets de compensation entre certaines lignes.

Cette présentation économique du bilan fait ressortir, après compensations et regroupements, un total d'un montant de 15,9 milliards d'euros :

ACTIF ÉCONOMIQUE

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations corporelles	397	410
Participations dans les entreprises mises en équivalence	385	295
Portefeuille de placement (yc titres souverains Emir), et participations non consolidées	3 221	4 366
• placements	2 940	4 119
• titres de participation non consolidés	281	247
Banques centrales	948	
Trésorerie nette à court terme	1 304	1 134
Actifs en représentation des EMTN structurées	9 682	10 144
TOTAL ACTIF ÉCONOMIQUE	15 937	16 349

PASSIF ÉCONOMIQUE

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux propres net des écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	3 505	3 223
Provisions	126	165
Dettes subordonnées	304	304
Dettes senior Long-Terme	1 519	1 838
Collatéral en numéraire	443	400
Émission d'EMTN structurées	9 694	10 086
Comptes de régularisation et passifs divers nets	347	333
TOTAL PASSIF ÉCONOMIQUE	15 937	16 349

(1) Capitaux propres hors goodwill et immobilisations incorporelles.

4.4.3.2 Solvabilité

Au 31 décembre 2021, comme indiqué dans le tableau ci-dessous, le ratio de solvabilité CET1 d'Amundi s'élève à 16,1 % contre 20,0 % à fin décembre 2020.

La baisse de - 390 bps sur l'année 2021 est expliquée par l'acquisition Lyxor (- 540 bps) et l'impact réglementaire sur le calcul des emplois pondérés de crédit avec l'entrée en

vigueur du CRR2 en juin 2021 (- 140 bps) partiellement absorbée par la génération organique de capital CET1 (+ 290 bps).

Avec un ratio CET1 de 16.1 % et de 18.1 % en total capital (incluant la dette subordonnée Tier 2), Amundi respecte largement les exigences réglementaires.

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Fonds propres de base de catégorie (CET1)	2 261	2 465
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1 = CET1 + AT1)	2 261	2 465
Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)	285	300
TOTAL DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS	2 546	2 765
TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS	14 039	12 342
dont Risque de crédit (hors franchises et CVA)	5 876	5 103
dont effet des franchises	1 112	1 053
dont effet Credit Value Adjustment (CVA)	514	343
dont Risque opérationnel et Risque de marché	6 537	5 843
RATIO GLOBAL DE SOLVABILITÉ	18,1 %	22,4 %
RATIO DE SOLVABILITÉ CET1	16,1 %	20,0 %

4.4.3.3 Liquidité et endettement

Endettement financier (vision économique)

Au 31 décembre 2021, la position financière d'Amundi est nette prêteuse de 2 001 millions d'euros (contre 1 894 millions au 31 décembre 2020) comme l'indique le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	31/12/2021
a. Trésorerie nette	2 502
b. Placements volontaires (hors <i>seed money</i>) dans les fonds monétaires et dépôts bancaires court terme	512
c. Placements volontaires (hors <i>seed money</i>) dans les fonds obligataires	1 505
d. Liquidités (a + b + c)	4 519
e. Position nette d'appels de marge sur les dérivés ⁽¹⁾	(443)
Dont à l'actif du bilan	219
Dont au passif du bilan	662
f. Dettes à court terme auprès des établissements de crédit	252
g. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme auprès des établissements de crédit	1 073
h. Dettes financières courantes auprès des établissements de crédit (f + g)	1 325
i. Part à plus d'un an des dettes à moyen long terme auprès des établissements de crédit	750
j. Dettes financières non courantes auprès des établissements de crédit	750
k. Endettement financier net (vision économique) (h + j - d - e) ⁽¹⁾	(2 001)

(1) Le principal facteur de variation de la position de trésorerie du Groupe provient des appels de marge sur les dérivés collatéralisés. Ce montant varie en fonction de la valeur de marché des dérivés sous-jacents.

(a) La trésorerie nette correspond aux soldes à l'actif et au passif des comptes à vue auprès des établissements de crédit ainsi que les comptes de caisse et banque centrale.

(h) et (i) Les dettes auprès des établissements de crédit ne sont assorties d'aucune caution ni garantie.

Ratios de liquidité

Le LCR (*Liquidity Coverage Ratio*), ratio de couverture des besoins en liquidité à un mois sous situation de stress d'Amundi était en moyenne 12 mois de 207 % en 2021, contre 215 % pour l'année 2020. Le LCR a pour objectif de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des établissements de crédit en veillant à ce qu'ils disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, *High Quality Liquid Assets*) non grevés et pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement, sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires. Les établissements de crédit sont assujettis à une limite sur ce ratio depuis le 1^{er} octobre 2015 avec un seuil minimal à respecter de 100 % à compter de 2018.

Par ailleurs, pour mémoire, le Groupe Amundi a conclu le 23 octobre 2015 un contrat de crédit revolving syndiqué multidevise d'un montant de 1 750 millions d'euros avec un syndicat international de prêteurs, d'une maturité initiale de cinq ans à compter de sa date de signature (renouvelé en octobre 2017 et portant la maturité au 23 octobre 2022). Ce contrat a pour objectif d'augmenter le profil de liquidité du Groupe dans l'ensemble des devises couvertes et d'en sécuriser l'accès notamment, le cas échéant, pour faire face à des sorties sur certains fonds. Il comprend deux covenants qui étaient respectés au 31 décembre 2021 :

- un niveau de capitaux propres tangibles minimum. Au 31 décembre 2021 ils s'élevaient à 3,5 milliards d'euros ;
- un niveau de levier financier (*gearing*) rapportant l'endettement net au niveau de capitaux propres tangibles. Ce ratio de *gearing* était de - 26,7 % au 31 décembre 2021.

NB : définitions de l'endettement :

Il est précisé que l'endettement net retenu pour le calcul du *Gearing* est défini contractuellement comme la somme des dettes financières moins les disponibilités à court terme

(liquidités, dépôts auprès des banques centrales et actifs monétaires du portefeuille de placements volontaires).

Par rapport à l'endettement financier net en vision économique présenté dans le tableau ci-dessus, l'endettement net retenu pour le calcul du *Gearing* exclut ainsi les placements volontaires obligataires (ligne c) ainsi que les appels de marge nets (ligne e) et s'établit à - 938 millions d'euros à fin décembre 2021.

Le ratio **NSFR (*Net Stable Funding Ratio*)** est un ratio de stock (le LCR étant un ratio de flux) qui compare les actifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an, aux passifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an. La définition du NSFR attribue une pondération à chaque élément du bilan (et à certains éléments du hors-bilan), qui traduit leur potentialité d'avoir une maturité supérieure à un an.

Le Groupe Amundi est assujéti à la réglementation européenne en la matière (règlement 575-2013 modifié par le règlement 2019-876 du 20 mai 2019). À ce titre, Amundi doit respecter un ratio NSFR d'au moins 100 % à compter du 28 juin 2021. Sur le second semestre de l'année 2021, le NSFR était en moyenne à 103 %.

4.5 INFORMATIONS DIVERSES

4.5.1 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont décrites dans les comptes consolidés résumés au 31 décembre 2021 en note 9.2.3 « Parties liées ».

Par ailleurs, conformément aux dispositions du 2° de l'article L. 225 37-4 du Code de commerce, le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise tel qu'il sera intégré au document d'enregistrement universel 2021 au chapitre 2 mentionne la conclusion de deux conventions relevant du régime de l'article L. 225-38 du Code de commerce conclues au cours de l'exercice 2021 et soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

Le rapport spécial des commissaires aux comptes en date du 28 mars 2022, tel qu'intégré au document d'enregistrement universel 2021 dans le chapitre 8 « Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées » vous informe de la conclusion de ces deux conventions relevant de l'article L. 225-38 du Code de commerce, décrit leurs caractéristiques et modalités essentielles et rappelle également la présence de 2 conventions précédemment approuvées lors d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2021.

4.5.2 Principaux risques et contrôle interne

4.5.2.1 Principaux risques

Conformément aux alinéas 3 et 4 de l'article L 225-100-1 du Code de commerce, une description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée est présentée dans le chapitre 5 du document d'enregistrement universel (DEU) 2021.

Par ailleurs, des indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et la présentation des mesures que prend l'entreprise (enjeux RSE, Responsabilité Sociale de l'Entreprise) pour les réduire en mettant en œuvre une stratégie bas-carbone sont présentées dans le chapitre 3 du document d'enregistrement universel (DEU) 2021.

Exerçant fondamentalement une activité de gestionnaire d'actifs, gérant essentiellement des encours pour compte de tiers, Amundi n'est pas exposée directement aux risques liés au changement climatiques.

4.5.2.2 Contrôle interne

Les principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société relative à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sont présentées au sein du chapitre 5 du document d'enregistrement universel (DEU) 2021.

4.6 ÉVÉNEMENTS RÉCENTS ET PERSPECTIVES

L'année 2021 a vu la réalisation de plusieurs initiatives stratégiques.

4.6.1 Acquisition de Lyxor

Le 31 décembre 2021, Amundi a finalisé l'acquisition de Lyxor pour 825 millions d'euros.

Par cette opération créatrice de valeur, Amundi devient ainsi le leader européen des ETF avec une part de marché combinée de 14 % ⁽¹⁾ et complète son offre de gestion active, notamment dans le domaine des actifs alternatifs liquides, ainsi que dans celui du conseil et de l'OCIO ⁽²⁾.

Dans un marché de la gestion indicielle où la taille revêt une importance capitale, le nouveau montant combiné des encours gérés par la plateforme passive d'Amundi (310 milliards d'euros à fin 2021) constitue un atout majeur. Forte de ces éléments et des perspectives de croissance du marché de la gestion passive, Amundi a annoncé viser une croissance significative (+ 50 %) de ses actifs en gestion passive pour atteindre les 420 milliards d'euros à fin 2025 ⁽³⁾.

Début janvier 2022, la phase d'intégration a démarré (rapprochement des équipes), et sa mise en œuvre (migration IT, fusions légales...) devrait être rapidement réalisée, aux cours des 2^e et 3^e trimestres 2022.

Les synergies engendrées par cette intégration seront conformes à ce qui avait été annoncé en avril 2021 :

- les synergies de coûts avant impôts devraient s'élever à 60 millions d'euros en année pleine dès 2024 ;
- les synergies de revenus devraient atteindre 30 millions d'euros en année pleine en 2025.

Compte tenu de ce potentiel de synergies élevé, cette transaction sera fortement créatrice de valeur :

- un prix d'acquisition représentant un multiple P/E 2021e de -9x ⁽⁴⁾ (avec les seules synergies de coûts) ;
- un Retour sur Investissement supérieur à 10 % à horizon 3 ans (avec les seules synergies de coûts).

Chiffres clés de Lyxor

Lyxor gérait 148 milliards d'euros d'actifs fin 2021, répartis ainsi :

- 101 milliards d'euros en ETF ; 3^e acteur en Europe avec une part de marché de 7,1 % ⁽⁵⁾ ;
- 46 milliards d'euros en gestion active, notamment 25 milliards d'euros en actifs alternatifs liquides ;
- 62 % des encours en *Retail*, et 38 % pour des Institutionnels.

Une collecte solide en 2021 de + 12,1 milliards d'euros :

- + 8,3 milliards d'euros en ETF ;
- + 2,4 milliards d'euros en gestion alternative liquide ;
- + 1,4 milliard d'euros en gestion active traditionnelle.

Chiffres clés normalisés ⁽⁶⁾ de Lyxor en 2021 :

- 216 millions d'euros de revenus dont 203 millions d'euros de commissions de gestion ;
- un coefficient d'exploitation normalisé de 72 % ;
- un résultat net normalisé de 42 millions d'euros.

4.6.2 Développement réussi d'Amundi Technology

Amundi Technology poursuit sa montée en puissance (39 clients fin 2021, dont 15 nouveaux), qui s'illustre notamment par le choix d'Alto Investment par Malakoff Humanis (54 milliards d'euros d'actifs) et AG2R (120 milliards d'euros d'actifs). La gamme ALTO ⁽⁷⁾ a été étoffée avec l'ajout de deux modules (ESG et *Asset Servicing*).

Par ailleurs, la diversification et internationalisation de l'offre sont illustrées par le gain d'un contrat avec Bank of New York Mellon qui a choisi l'offre *ALTO Asset Servicing* (dernière

innovation de la gamme ALTO avec le module *ALTO Sustainability* dédié à l'ESG) pour la gestion mondiale de son activité « contrôle dépositaire » devenant ainsi le 3^e client en deux ans, après Caceis et SGSS.

Sur 12 mois, les revenus d'Amundi Technology s'élèvent à 36 millions d'euros, en forte croissance.

(1) Source : Amundi, Lyxor, ETFGI à fin décembre 2021.

(2) OCIO : Outsourced Chief Investment Officer.

(3) Objectif annoncé le 4 janvier 2022 à partir des encours combinés de 282 milliards d'euros fin septembre 2021.

(4) Prix d'acquisition : 755 millions d'euros hors capital excédentaire.

(5) Source ETFGI décembre 2021.

(6) Normalisation : liée à - 3 millions d'euros de coûts one-off avant impôts liés à l'acquisition par Amundi. Le Résultat net comptable est de 40 millions d'euros.

(7) Amundi Leading Technologies & Operations.

4.6.3 Dépassement des objectifs ESG 2018-2021 et annonce de nouveaux objectifs ESG 2025

En Investissement Responsable, Amundi a confirmé son leadership européen, avec 847 milliards d'euros ⁽¹⁾ gérés fin 2021, dont plus de 780 milliards d'euros en articles 8 & 9 (réglementation SFDR ⁽²⁾). La collecte s'est élevée à + 36,5 milliards d'euros ⁽³⁾. Au terme du plan stratégique ESG 2018-2021, tous les engagements ont été tenus.

Le 8 décembre 2021, Amundi a présenté son nouveau Plan ESG « Ambition 2025 », qui a pour objectif d'amplifier ses engagements, que ce soit au travers des solutions d'épargne et d'investissement proposées à ses clients ou des actions menées auprès des entreprises. Dans un souci d'alignement, Amundi va indexer également la rémunération de ses principaux cadres sur des objectifs ESG et présentera l'ensemble de sa stratégie climat à ses actionnaires.

4.6.4 Projet de cotation en bourse de SBI Funds Management

Après avoir étudié la proposition de State Bank of India (SBI) d'explorer la possibilité d'une introduction en bourse de SBI Funds Management Private Limited (SBI FM), Amundi a annoncé en décembre 2021 son soutien à cette initiative et son intention de céder environ 4 % du capital de SBI FM dans le cadre de cette introduction en bourse. SBI FMPL est actuellement détenue par SBI (62,6 %), Amundi (36,78 %) et les collaborateurs (0,6 %).

Cette cotation devrait être réalisée à la bourse indienne, sous réserve des autorisations réglementaires et des conditions de marché.

4.6.5 Covid-19

L'épidémie de Covid-19 avait constitué en 2020 une crise intense et exceptionnelle qui avait démontré la robustesse du business model d'Amundi. Le principal impact financier avait résulté de la sensibilité des actifs sous gestion à la baisse des marchés financiers (actions, taux...) en termes de valorisation et donc de revenus de gestion ; la baisse des marchés financiers en 2020 avait également eu une incidence négative sur les résultats financiers.

En 2021, les marchés financiers ont fortement rebondi. Néanmoins l'ampleur et la durée de cette crise restent encore aujourd'hui difficiles à prévoir.

Les parties ci-dessous ont fait l'objet d'une mise à jour postérieurement à l'arrêté des comptes en date du 9 février 2022, notamment pour refléter les évolutions récentes liées à la situation en Russie et en Ukraine.

4.6.6 Crise Russie / Ukraine

Fin février 2022, les tensions entre la Russie et l'Ukraine ont débouché sur un conflit armé. Cette crise a entraîné une baisse des marchés d'actions et une hausse de la volatilité. Amundi a adapté rapidement son dispositif opérationnel, avec notamment une politique d'investissement prudente. L'exposition d'Amundi aux marchés russe et ukrainien est très limitée.

L'ampleur et la durée de cette crise sont difficiles à prévoir. Pour Amundi, le principal impact financier pourrait résulter de la sensibilité des actifs sous gestion à la baisse des marchés financiers mondiaux en termes de valorisation et donc de revenus de gestion. La hausse des incertitudes pourrait également avoir un effet sur l'appétit au risque des clients et donc sur la collecte d'Amundi.

4.6.7 Nomination d'un Directeur général Délégué

Le 30 mars 2022, Amundi a annoncé la nomination de Nicolas Calcoen au poste de Directeur Général Délégué, en charge du pôle Stratégie, Finance et Contrôle. D'autres

nominations ont été annoncées. Ces nominations sont effectives au 1^{er} avril 2022. Voir communiqué de presse Amundi du 30 mars 2022.

(1) Hors Lyxor. Voir Glossaire.

(2) Sustainable Financial Disclosure Regulation, nouvelle réglementation européenne SFDR imposant aux gérants de classer leurs actifs européens selon leur degré d'intégration ESG.

(3) Collecte nette hors produits de trésorerie et hors assureurs CA Assurances et Sogecap.

4.7 ANALYSE DES RÉSULTATS D'AMUNDI (SOCIÉTÉ MÈRE)

En 2021, le produit net bancaire d'Amundi (société mère) s'élève à 955 millions d'euros contre 348 millions d'euros en 2020, soit une hausse de 607 millions d'euros.

Il est composé principalement :

- des revenus sur titres de participation pour 948 millions d'euros au titre des dividendes perçus en provenance des filiales d'Amundi ;
- du résultat des portefeuilles de placement et de négociation pour + 31 millions d'euros compensé par la marge d'intérêt pour - 31 millions d'euros.

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 41 millions d'euros en 2021 et sont stables par rapport à celles de 2020.

Compte tenu de ces éléments, le résultat brut d'exploitation ressort à 914 millions d'euros en 2021, en hausse de 608 millions d'euros par rapport à l'exercice 2020. Cela s'explique d'une part par une amélioration du résultat des titres de participation de l'ordre de 580 millions d'euros (dont 499 millions d'euros au titre des versements de dividendes) et d'autre part par une diminution des moins-values de cessions des titres en portefeuille de placement et assimilé de l'ordre de 27 millions d'euros.

Le résultat courant avant impôt s'élève à 915 millions d'euros.

Dans le cadre de la convention d'intégration fiscale, Amundi enregistre un produit net d'impôt sur les bénéfices de 5 millions d'euros.

Au total, le résultat net d'Amundi est un bénéfice de 920 millions d'euros en 2021 contre un bénéfice de 324 millions d'euros en 2020.

Résultats d'Amundi (société mère) sur cinq ans

Nature des indications	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021
Capital en fin d'exercice (<i>en euros</i>)	503 776 405	504 260 885	505 408 263	506 464 883	507 686 628
Nombre d'actions émises	201 510 562	201 704 354	202 163 305	202 585 953	203 074 651
OPÉRATIONS ET RÉSULTAT DE L'EXERCICE (<i>en milliers d'euros</i>)					
Revenus nets	150 895	481 789	621 783	348 261	955 084
Résultat avant impôt, amortissement et provisions	135 802	459 973	570 764	306 678	914 916
Impôts sur les bénéfices	988	27 783	(3 380)	17 298	5 543
Résultat après impôts, amortissements et provisions	136 779	487 745	567 445	323 976	920 451
Montant des bénéfices distribués	503 601	579 365		587 499	832 606
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE ACTION (<i>en euros</i>)					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	0,68	2,42	2,81	1,6	4,53
Résultat après impôt, amortissements et provisions	0,68	2,42	2,81	1,6	4,53
Dividende attribué à chaque action	2,5	2,9	⁽¹⁾	2,9	4,1
PERSONNEL					
Effectif moyen du personnel	11	12	12	9	9
Montant de la masse salariale de l'exercice (<i>en milliers d'euros</i>)	1 754	3 390	1 751	2 946	4 495
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (charges et œuvres sociales) (<i>en milliers d'euros</i>)	863	1 445	451	566	1 704

(1) Conformément aux recommandations de la Banque Centrale Européenne, le 1^{er} avril 2020 Amundi a annoncé ne pas proposer de distribution de dividende au titre de l'exercice 2019, lors de l'AG du 12 mai 2020.

4.8 INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS (SOCIÉTÉ MÈRE)

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-6).

<i>(en milliers d'euros)</i>	Article D.441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Article D.441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 91 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 91 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT												
Nombre de factures concernées	1	1	1	3	28	34			4		1	5
Montant total des factures concernées HT ou TTC	0	0	(3)	3	2 165	2 165			1 075		157	1 232
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	8,5 %	8,5 %						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice									3,5 %		0,5 %	4,1 %
(B) FACTURES EXCLUES DU A RELATIVES À DES DETTES ET CRÉANCES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES												
Nombre des factures exclus						0						0
Montant des factures exclus												
(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉES												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement						> 30 jours						>30 jours

Ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes qui n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.